



Coalition des Alternatives Africaines
Dette et Développement - Mali

NOTE CONCEPT

**12^{ème} Edition du Forum des Peuples du Mali en Contrepoint au
27^{ème} Sommet Afrique-France**

Lieu : Ouélessébougou cercle de Kati (Région de Koulikoro)

Date : Du 7 au 8 janvier 2017

**« LES PEUPLES DU SUD EXIGENT DES ALTERNATIVES POUR UN NOUVEAU PARTENARIAT
ECONOMIQUE, SOCIAL ET SECURITAIRE ENTRE LA FRANCE ET LES ETATS AFRICAINS »**

Décembre 2016

Introduction

La Coalition des Alternatives Africaines Dette et Développement (CAD-Mali) est un mouvement social d'alternatives populaires. De statut malien et agréé par le Gouvernement du Mali en 2001, elle regroupe cent trois (103) organisations membres, composés d'associations et d'organisations paysannes, de femmes, de jeunes, de tradithérapeutes, d'opérateurs économiques, d'ONG, de syndicats, de confession religieuse musulmane, chrétienne et de plusieurs individus engagés pour la cause des peuples. La CAD-Mali est présente dans le District de Bamako et à l'intérieur du Mali à travers huit (08) antennes relais dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal.

Conformément à sa vision, la CAD-Mali est engagée pour **« un monde démocratique plus juste, solidaire et respectueux des droits sociaux, culturels, économiques, politiques et environnementaux dans lequel l'endettement des peuples se fera avec le consentement des citoyens »** et entend **« contribuer à la construction d'une conscience politique et juridique citoyenne chez les militants et aux luttes contre les mécanismes, les règles et les lois injustes à travers des actions d'éducation populaire citoyenne, d'interpellation, de revendication et de propositions d'alternatives aux niveaux territoriaux : local, national et international »**. Cette contribution de taille et d'envergure qui se fait dans le militantisme, la solidarité, le respect mutuel, la justice, la redevabilité et le professionnalisme, exige avant tout des principes de transparence, de participation, de responsabilité, d'alternance, de compromis, d'obligation de résultats, de refus de la marchandisation de la vie et de défense des services publics de qualité.

Partie intégrante du Forum Social Africain et du Forum Social Mondial, le Forum des Peuples se donne la spécificité de se réunir chaque année en contrepoint au Sommet du G8, cependant cette année de façon spécifique il se tiendra en contrepoint au 27^{ème} sommet Afrique-France.

C'est dans cette logique que la 1^{ère} édition du Forum des Peuples dénommée « Kananaskis, village des peuples » s'est tenue du 25 au 28 juin 2002 à Siby en réponse au Sommet du G8 de Kananaskis (Canada).

La 2^{ème} édition dénommée « Consensus des Peuples face au consensus du G8 » s'est tenue du 31 mai au 03 juin 2003 toujours à Siby en contrepoint au Sommet du G8 à Evian, (France).

La 3^{ème} édition intitulée « De Siby à Kita, les peuples refusent la résignation » s'est tenue à Kita du 06 au 10 juin 2004 en contrepoint au Sommet du G8 de Sea-Land en Georgie (USA).

La 4^{ème} édition, Forum des Peuples « De Siby, Kita et Fana : des résistances, des alternatives, des actions » tenue du 6 au 9 juillet 2005 à Fana en contrepoint au Sommet du G8 à Gleneagles (Ecosse).

La 5^{ème} édition du Forum des Peuples « Gao, la marche des peuples continue pour la consolidation des acquis » tenue du 15 au 17 juillet 2006 à Gao en contrepoint au Sommet de G8 à Saint-Petersbourg (Russie).

La 6^{ème} édition du Forum des Peuples « De Siby à Sikasso, les peuples résistent et renforcent leurs stratégies d'actions » tenue du 04 au 08 juin 2007 à Sikasso en contrepoint au Sommet de G8 à Heiligendamm (Allemagne).

La 7^{ème} édition du Forum des Peuples s'est tenue à Koulikoro du 06 au 09 juillet 2008 en contrepoint au Sommet du G8 à Hokkaido (Japon).

La 8^{ème} édition du Forum des Peuples s'est tenue à Bandiagara au pays dogon du 08 au 10 juillet 2009 en contrepoint au Sommet du G8 à L'Aquila, en Italie.

En 2010, des Manifestations Populaires ont été organisées du 25 au 28 juin à Bamako dans la symbolique du Forum des Peuples en contrepoint aux Sommets conjoints des G8 et G20 à Muskoka, petite localité à 200 Km au Nord Toronto (Canada).

La 10^{ème} édition s'est tenue à Niono du 2 au 5 novembre 2011 en contrepoint au Sommet de G20 à Cannes (France).

La 11^{ème} édition du Forum des Peuples s'est tenue à Siby du 05 au 06 décembre 2015 avec pour message principal « **COP21, les peuples du Sud refusent la fatalité et demandent justice face au changement climatique** ».

La 12^{ème} édition pour cette année se tiendra à Ouélessébougou en contrepoint au 27^{ème} Sommet Afrique-France de janvier 2017 à Bamako avec comme slogan : « **Les peuples du Sud exigent des alternatives pour un nouveau partenariat économique, social et sécuritaire entre la France et les Etats africains** ».

I. Contexte et justification

Le Mali accueillera pour la deuxième fois les 13 et 14 janvier 2017 le 27^e Sommet Afrique-France après le 23^{ème} tenu les 03 et 04 décembre 2005 à Bamako. Cinquante-cinq ans après la fin de la colonisation, on continue d'assister à la détermination des actions militaires de la France en Afrique qui se traduisent notamment par la récente intervention française au Mali ou celle de la Centrafrique. Rien, sans doute, n'illustre mieux cette continuité de la vision géopolitique française s'agissant de l'Afrique, que les thématiques récurrentes des vingt-six sommets franco-africains qui ont eu lieu jusqu'ici : développement, sécurité, dialogue, modulés sur tous les tons. A lui seul, le vocable « développement » se retrouve cinq fois dans les intitulés thématiques des sommets.

Le sommet de l'Elysée 2013, convoqué par François Hollande, entend dépoussiérer les rituels diplomatiques de l'ensemble franco-africain et faire évoluer la politique africaine de la France. Cette nouvelle conférence avec une quarantaine de délégations nationales attendues marque sa différence par rapport à la tradition, en ne se désignant pas comme le 26^e sommet franco-africain, mais en se définissant en fonction des débats que ses organisateurs veulent impulser : « *sommet pour la paix et sécurité en Afrique* ».

Une conférence, donc, sur la prévention et la gestion des conflits sur le continent africain, comme il y en a déjà eu plusieurs dans le passé (sommets de 1978, 1983, 1994, 1998). A la seule différence près que l'ère de la France « gendarme de l'Afrique » est maintenant censée être révolue. Le président français le sait bien, car il n'a cessé d'affirmer que c'est désormais aux Africains « *d'assurer la sécurité de leur continent* ». Le paradoxe étant que, depuis le début de son mandat, la France en est, après le Mali, à sa deuxième intervention militaire sur le continent avec l'arrivée de soldats français en Centrafrique.

Pour Paris, le véritable défi, aujourd'hui, consiste sans doute à réussir sa sortie de l'arène africaine pour mieux investir l'Afrique de demain qui se dessine. C'est ce que certains appellent « *faire preuve d'afro-réalisme* ».

Dans le beau scénario de l'Elysée, il s'agissait de proposer l'offre globale française sur la sécurité, de faire la promotion du sommet sur le climat à Paris en 2015 et de défendre le partenariat économique.

Au final, les participants ont beaucoup parlé des nouvelles menaces (terrorisme, piraterie maritime, trafics en tous genres). Tous ont promis de poursuivre leurs efforts pour la mise en œuvre de la Capacité africaine de réponse immédiate aux crises (**CARIC**) en 2015. Mais les divergences persistent sur son fonctionnement, sa tutelle (subsidiarité régionale ou panafricaine de l'UA) et son financement. Quant au prochain sommet Afrique-France, il se tiendra au Mali en janvier 2017.

Depuis 1994 et sous l'impulsion de nombreuses organisations françaises et africaines, des rencontres citoyennes se tiennent en marge des sommets africains organisés sur le sol français. Ces rencontres ont pour objectif de rappeler que les relations franco-africaines ne doivent pas être une simple clause de style, de formules diplomatiques convenues, ni même un forum d'aliénation et de subordination. Elles donnent l'occasion de formuler des revendications concrètes sur les questions de droits humains, de dette, de coopération militaire, commerciale, de commerce mondial, de migrations, de développement durable,...

C'est ainsi, que déjà en 2005 la contre-initiative citoyenne a été portée par de nombreuses organisations maliennes et africaines sur initiative de la Coalition Africaine Dette et Développement (CAD-Mali) organisatrice du « Forum des Peuples » et partie prenante dans le processus d'organisation du Forum Social Mondial Polycentrique de Bamako, d'organiser le Sommet Alternatif Citoyen. Il s'est traduit par l'organisation d'un colloque de deux jours, d'une Conférence de Presse, et d'un concert populaire auquel ont participé de nombreuses associations et organisations de la société civile du Mali, d'Afrique (la RADDHO-Sénégal, le FNDP-Côte d'Ivoire, le Mouvement Burkinabé des Droits de l'Homme et des Peuples, la Ligue Tchadienne des Droits de l'Homme, la Ligue Togolaise des Droits de l'Homme, l'UIDH, RODADHD-Niger, FLAM-Mauritanie ...), d'Europe (Survie, Agir Ici, ATTAC-Groupe Afrique, CRID, CEDETIM-IPAM, Secours Catholique, CCFD, Peuples Solidaires, Fédération des Congolais de la diaspora, Terre des Hommes France...), ainsi que d'importantes personnalités, du monde universitaire, des artistes...

Ce Sommet Alternatif Citoyen a interpellé les dirigeants de France et d'Afrique afin qu'ils prennent des décisions qui répondent aux aspirations de nos peuples. Il a permis de créer un espace alternatif populaire pour la mobilisation, la réflexion et l'organisation de tous les mouvements sociaux qui s'opposent aux politiques qui renforcent le néolibéralisme et l'hégémonie des marchés. Il dénoncera les réseaux de connivence, les porteurs de valise, les sectes mafieuses et les oligarchies financières qui instrumentalisent les relations entre nos peuples, organisent des élections truquées, bloquent les sanctions populaires, créent l'instabilité politique et les violences et érigent la corruption en mode de gestion politique et économique dans nos Etats.

Enfin, ce Sommet Alternatif Citoyen se veut un espace de résistance au néocolonialisme, au néo-libéralisme et à la démocratie tropicalisée, de construction d'alternatives pour un autre sommet Afrique France. Il a été sanctionné par une déclaration dite « L'Appel de Bamako » le 1^{er} décembre 2005.

Pour cette 27^{ème} Sommet, la CAD-Mali et ses partenaires africains et d'ailleurs souhaitent renouveler cette initiative qui pour la première fois a fait l'objet d'une critique populaire sur le sol africain des Sommets France-Afriques. Le Sommet Alternatif Citoyen de la CAD-Mali en contre point au sommet Afrique-France se tiendra les **7 et 8 janvier 2017** à Ouélessébougou, dans la région de Koulikoro au Mali.

En effet, situé à environ 75 km de Bamako sur la RN 7, Ouélessébougou est une Commune rurale du Mali, dans le Cercle de Kati, région de Koulikoro. Sa population est estimée à 50 056 habitants, elle est composée de 44 villages.

II. Quelques constats et faits concrets

- Rébellion successive au Nord du Mali

- **1962-1964** : Première rébellion touareg, limitée à la région de Kidal, éclate pour refuser l'autorité du président Modibo Keïta. Elle fut réprimée et la région du Nord placée sous surveillance militaire.

- **1990-1992** : Une autre rébellion est déclenchée deux ans après la création du Mouvement populaire de libération de l'Azawad qui aboutira à la signature des accords de Tamanrasset en 1991 et du Pacte national en 1992, mais qui ne marqua pas la fin définitive des hostilités.
- **1994-1995** : Les conflits réapparurent et la paix fut finalement scellée le 27 mars 1996 à Tombouctou lors de la cérémonie de la Flamme de la Paix, durant laquelle les rebelles touaregs brûlèrent 3 000 armes utilisées durant la rébellion.
- **Mai 2006** : Soulèvement touareg à Kidal et à Ménaka, aboutissant aux accords d'Alger pour la restauration de la paix, de la sécurité et du développement dans la région de Kidal (signés le 4 juillet 2006).
- **2007-2009** : Un autre conflit armé déclenche et oppose les Touaregs aux gouvernements du Mali et du Niger. Elle s'est terminée par un cessez-le-feu, signé en octobre 2009.
- **2011** : La rébellion réapparaît avec le MNLA. Il fait alliance avec des djihadistes (Ançardine, MUJAO et Boko Haram). Les trois principales régions du nord du pays et une partie de la région de Mopti sont sous occupation.

En toile de fond de ces rébellions, si autre fois on pouvait retenir des revendications de développement, aujourd'hui le débat est centré sur des vellétés d'autonomisation et ou de sécessionnisme des régions du nord du Pays.

- **Des agences de développement de quelques individus au détriment des régions du Nord**

Pour satisfaire les revendications des rebelles, plusieurs programmes de développement ont été mis en place pour le développement des régions du Nord notamment le PIDRN¹, le PSPSDN², le PDARN³, l'ADN⁴. Malgré, ces différents programmes, une grande majorité de la population de ces localités reste dans la précarité totale. Pourtant la plus part de ces programmes sont dirigés par les élites de ces terroirs. Cependant, la triste réalité semble que quelques individus se sont enrichis au détriment de réels bénéficiaires. Ce qui pose un véritable problème de gouvernance de suivi évaluation et d'audit des projets et programmes de développement des régions Nord en particulier et l'ensemble des ressources mobilisées à cet effet par le Pays et ses Partenaires Techniques et Financiers.

- **La Conférence de Bruxelles pour la relance de l'économie Malienne après la crise de 2012**

La conférence internationale des donateurs dite des pays amis du Mali sous le vocable « **Ensemble pour le renouveau du Mali** » s'est tenue à Bruxelles le 15 mai 2013. Elle a abouti à une promesse de 3,25 milliards d'euros par 80 pays et 28 organisations internationales dans le cadre de la relance de Développement Economique Durable (PRED).

Ainsi après plus d'une année certains de ces amis du Mali s'érigent en véritable tyran contre le Mali. Ce qui prouve à souhait et donne raison à ceux qui disent que l'indépendance de la plus part des pays africains surtout francophone ne sont que des indépendances de façade. Il s'agit en particulier des institutions de Breton-Wood avec en tête le FMI dont l'aide était constituée à 100% des prêts.

- **Des vellétés d'instrumentalisation pour des intérêts inavoués**

¹ Programme d'Investissement et de Développement Rural des Régions du Nord *Mali* ;

² Programme spécial pour la paix, la sécurité et le développement du Nord *Mali* ;

³ Programme de Développement Accéléré du Nord du Mali ;

⁴ Agence de Développement du Nord.

Le Mali dispose de beaucoup d'atouts géostratégiques surtout dans sa partie septentrionale de part sa position géographique et du fait qu'elle regorge d'importantes ressources naturelles, parmi lesquelles on peut citer le Pegmatite, le corindon, le quartz, le carbonate, le manganèse, le calcaire, le Cuivre, Gypse, le Phosphate, Plomb, zinc, le Schiste bitumineux, la lignite, le pétrole le coltant, le lithium, l'eau douce, le gaz naturel, etc...

Selon des études menées par l'Autorité pour la recherche pétrolière (AUREP), les régions du Gao, Tombouctou et Kidal sont dotées d'un fort potentiel énergétique et minier. Trois bassins principaux pétroliers ont été identifiés dans cette zone : Tamesna (à cheval entre le Mali et le Niger), Taoudeni (qui couvre également une partie de l'Algérie et de la Mauritanie), le graben de Gao.



Ce contexte pourrait expliquer aisément en partie les rebellions à recrudescence et justifier des velléités de partition du pays téléguidé par des mains invisibles.

- **L'Accord pour la Paix et la réconciliation au Mali**

Dans le sillage de la résolution du conflit du nord, des résolutions ont été prises par les Nations Unis l'UA, la CEDEAO. Ces différentes résolutions furent clôturées par la signature de l'accord pour la paix et la réconciliation du Mali issu du processus d'Alger dont la mise en œuvre connaît des difficultés.

- **Les défis de l'Agriculture Familiale**

L'agriculture familiale recouvre la très grande majorité des activités agricoles de la planète : 2,6 milliards de personnes, soit près de 40 % de la population mondiale, vivent et travaillent dans une exploitation familiale. Des paysans, petits et moyens exploitants, des pêcheurs, éleveurs ou cueilleurs du monde entier. Premier producteur de ressources alimentaires, avec près des 3/4 des productions mondiales, l'agriculture familiale offre des filières de proximité bien adaptées à la demande, en zone rurale comme en ville. Reposant sur l'utilisation des écosystèmes naturels et sur des savoir-faire ancestraux, elle oppose des alternatives plus durables à l'agriculture intensive et à l'« agro-business ».

Nourrir les hommes, préserver l'environnement **et** lutter contre la pauvreté : **autant de défis que l'agriculture familiale semble en mesure de relever.** Et pourtant les familles paysannes restent toujours soumises à une pression croissante, qui menace leur survie : peu ou pas d'appui, privées de leurs lopins de terre au profit des grandes exploitations, sommées d'abandonner leurs propres semences. Sur un marché alimentaire désormais mondial, l'agriculture familiale subit la concurrence des grandes plantations agro-industrielles.

- **Les défis liés aux semences paysannes**

La diversité de nos semences paysannes- garant de pratiques agro écologiques nourricières et de notre souveraineté alimentaire est menacée par l'invasion progressive de semences industrielles et commerciales favorisées par les lois nationales et sous régionales sur le commerce des semences. En effet, le système de catalogue et de certification favorise des variétés commerciales épurées, hybrides, multipliées avec les itinéraires techniques produits

chimiques. Ce système oblige les paysans à repayer leurs semences chaque année ou chaque 2 ou 3 ans. Il exclut peu à peu nos variétés traditionnelles, locales, paysannes, qui ont pourtant fait leurs preuves dans nos champs.

Au regard de ce qui précède, les acteurs sociaux du forum des peuples, conscients du fait qu'en Afrique de l'Ouest, plus de 70% de la population dépend de l'agriculture familiale paysanne qui nourrit les pays à plus de 80%. L'accès sécurisé et le contrôle par les communautés de la terre, l'eau, les semences paysannes et toutes les ressources naturelles sont donc des facteurs vitaux.

III. Objectifs

3.1. Objectif Général

Contribuer à travers le contre-sommet à la réflexion, à la consolidation et à la pérennisation des espaces d'expression populaire sur les préoccupations légitimes des peuples appauvris, victimes des principes et pratiques néolibérales en faveur de la renaissance africaine par le biais de l'**AUTODETERMINATION** des Peuples pour son **DEVELOPPEMENT DURABLE**.

3.2. Objectifs spécifiques

- **Renforcer** les débats autour d'enjeux qui impactent le développement durable du continent et faire des propositions alternatives : Dette, APD, la sécurité humaine, Immigration, les Ressources naturelles, Agriculture, l'accaparement des terres/foncier, Energie et Climat, Monnaie, Commerce, Jeunesse et Emploi, l'Education, Système de Santé, la Protection Sociale, l'Eau-Hygiène et Assainissement, la Justice et Droits de l'homme, Relations Internationales ;
- **Analyser** les enjeux et les défis de la crise sécuritaire dans la bande sahélo-saharienne ;
- **Analyser** les mécanismes innovants pour le financement du développement Durable ;
- **Analyser** les nouvelles orientations, les mécanismes, les conditionnalités des Institutions Financières Internationales et leurs conséquences sur le développement des pays du Sud ;
- **Capitaliser** et **partager** les expériences des mouvements sociaux dans la conduite des audits citoyens de la dette publique ;
- **Echanger** sur les initiatives de valorisation et de consommation des produits locaux ;
- **Echanger** sur les mécanismes alternatifs de protection du foncier en Afrique et au Mali ;
- **Renforcer** la synergie d'action des acteurs de la société civile autour du contrôle citoyen de l'action publique, en vue de trouver des solutions efficaces et durables aux problèmes socioéconomiques et politiques que traverse l'Afrique ;
- **Analyser** les contraintes et proposer des opportunités et alternatives de pérennisation des espaces d'expression populaires ;
- **Proposer** des initiatives locales pour lutter contre le changement climatique ;
- **Construire** des alternatives qui garantissent l'épanouissement des valeurs africaines pour relever les défis du développement durable de continent.

IV. Cases thématiques et Activités du Forum des Peuples 2017

4.1. Cases thématiques

- **Thème I :** Françafrique : Quels partenariats stratégiques pour l'Afrique ?

- **Thème 2 :** Paix et sécurité en Afrique : Quelles alternatives à l'installation des bases étrangères ?
- **Thème 3 :** La monnaie comme levier de développement économique : Quelles alternatives au Francs CFA ?
- **Thème 4 :** Mouvements sociaux : Etat des lieux, comment mieux s'organiser pour agir contre l'endettement ?
- **Thème 5 :** Industrialisation du continent africain : Quelles Stratégies pour le développement industriel, énergétique et commercial du continent ?
- **Thème 6 :** Elections Démocratie et développement en Afrique : Enjeux et défis
- **Thème 7 :** Gouvernance durable des Ressources naturelles (mines, forêts, eau, terre...)
- **Thème 8 :** Agriculture, quelles stratégies pour la souveraineté alimentaires du continent ?
- **Thème 9 :** Décentralisation, régionalisation et gouvernance locale en Afrique : Enjeux et défis
- **Thème 10 :** Education et Formation professionnelle pour quels emplois en Afrique ?
- **Thème 11 :** Néocolonialisme et réalités Migration-Diaspora-Développement et l'avenir de espaces d'Intégration sous régionaux ;
- **Thème 12 :** Financement des Services Sociaux de Base (Education, Santé, Eau/Hygiène/Assainissement), quels impacts ?

4.2. Activités

Activités	Détails
Cérémonie d'ouverture	Elle sera tenue en présence entre autres des autorités nationales et locales ainsi que les leaders de la société civile tant au niveau national que local. Cette cérémonie sera marquée par une conférence introductive qui ébauchera l'intérêt des grands sujets à traiter au cours des 48 heures. La presse locale, nationale et internationale y sera conviée ainsi que pour le reste du forum.
Conférences débats et ateliers	Ils constituent des moments de réflexions et d'échanges sur les différentes thématiques. De ces échanges sont issus des prises de positions et des propositions alternatives qui ressortiront dans la déclaration finale du Forum.
Conférence populaire paysanne	Spécialement animée par les paysans, cette conférence permettra à ces derniers de partager leurs expériences et de formuler des propositions d'amélioration de leur pratique. En outre, l'espace leur permettra de formuler des recommandations à l'endroit des décideurs nationaux et internationaux lesquelles seront également prises en compte dans la déclaration finale du Forum.

<p>Marché des Peuples</p>	<p>Le « marché des peuples » est une initiative originale des organisateurs du Forum des Peuples comme outil d'éducation publique. C'est un marché virtuel destiné à valoriser les savoirs faire des producteurs locaux. Il est aminé de façon à démontrer les interactions entre l'économie de marché (avec pour main invisible : la monnaie) et les autres types de comportements économiques et il soutient toutes les initiatives de commerce équitable.</p> <p>Il se formalise sur la présence de commerçants et tradithérapeutes venus exposer et vendre des produits consommables ou artisanaux de leur région. Ces produits sont fabriqués seulement avec des matières locales et vendues à un prix permettant aux producteurs et artisans de vivre dignement de leur travail. Ce marché est essentiel pour promouvoir les produits locaux ainsi que la médecine traditionnelle mais également pour sensibiliser les commerçants et les consommateurs sur leur façon de consommer et les règles injustes de l'OMC.</p>
<p>Prestations culturelles</p>	<p>A travers ces activités nous souhaitons présenter les cultures traditionnelles et modernes du Mali, de l'Afrique et du monde. C'est ainsi que des cérémonies de chasseurs peuvent s'associer à des chants de griot et à des artistes engagés; tous représentant une réalité du Mali et de l'Afrique d'aujourd'hui.</p> <p>Elles se formalisent par des sketches sur des thèmes abordés dans le cadre du forum mais elles permettent aussi de faire connaître les cultures locales aux maliens des autres régions et aux étrangers. C'est un moment propice aux échanges interculturels étant donné la pluralité des cultures au Mali et en Afrique.</p>
<p>Capitalisation</p>	<p>Le site www.forumdespeuples.org permet de capitaliser et de diffuser les informations et les contributions des participants du Forum des Peuples. Il convient de préciser que durant l'année qui vient de s'écouler, chacune des contributions du Forum des Peuples de 2004 a été consultée entre 500 et 3000 internautes, ce qui est considérable.</p>
<p>Centre de presse</p>	<p>Un centre de presse sera mis en place pour permettre aux medias de communiquer rapidement sur l'événement. Une radio du peuple sera installée également pour diffuser les débats afin de permettre aux populations des environs de suivre en directs.</p>

V. Bénéficiaires/Participants

Environ 500 huit cent participants(es) sont attendus à cette 12^{ème} édition du Forum venant de l'intérieur du Mali, de l'Afrique et d'Europe, d'Asie, d'Amérique et du reste du monde. Ils sont constitués entre autre des mouvements sociaux, des communautés rurales, des citoyens.

- **Au niveau des zones affectées par la crise et les accaparements de terre (Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal)**

Les participants seront des Paysans/cultivateurs, éleveurs, ménagères, organisations de femmes, de jeunes, acteurs locaux de développement, administration locale, élus locaux, autorités traditionnelles, autorités religieuses, presse locale, enseignants, élèves, étudiants, associations, syndicats, artistes, notables.

- **Au niveau des régions du Mali**

Pour chacune des autres régions du Mali, il y aura la participation de trois acteurs constitués soit de paysans, d'artisans, de commerçants, de leaders d'organisations de la société civile, d'élus locaux, de leaders Religieux, RECOTRAD et de représentants de média locaux.

- **Au niveau national**

Les participants seront issus des organisations nationales suivantes : organisations paysannes, syndicats, ONG, collectifs d'ONG, Droit de l'homme, universités (chercheurs et universitaires), médias (presse écrite, télévision et radio), organisations de jeunes et de femmes, associations de confessions religieuses, opérateurs économiques.

- **Au niveau international**

Les participants représentants les mouvements sociaux et les organisations de la société civile viendront de toutes les régions d'Afrique, d'Europe, d'Amérique et d'Asie.

VI. Stratégies de mise en œuvre

6.1. Organisation pratique

Comme pour les éditions précédentes, il a été le devoir du Secrétariat National de faire la prospection des sites proposés (Bougouni et Ouéléssébougou et Kita) afin de faire le choix. Ils ont ensuite analysé les cases thématiques pour la 12^{ème} édition du Forum des Peuples 2016.

Cette tâche préparatoire a abouti à l'élaboration d'un draft de document de projet sur le Forum des Peuples qui sera soumis aux organisations membres de la CAD-Mali au cours d'une Assemblée Générale pour validation.

6.2. Composition des Comités d'Organisation :

- **Comité International :**

Sous la responsabilité de la CAD-Mali, il est chargé des relations avec les organisations africaines et étrangères en vu d'impulser leur participation active au forum.

Le Comité International anime les points focaux présents dans chacun des pays depuis le Forum des Peuples de 2004. Ces points focaux ont pour mission d'animer des réflexions thématiques.

- **Comité de pilotage National**

Chargé de la coordination du forum, il est constitué des présidents de chacune des commissions de travail qui sont :

- Commission Logistique, Accueil, Hébergement et Transport ;
- Commission Symposium et Secrétariat ;
- Commission media et Communication ;
- Commission mobilisation sociale et Activités culturelles ;
- Commission Santé et Sécurité ;
- Commission des ressources Financières ;
- Commission Conférences populaires paysannes, Marché des Peuples ;

- Commission Restauration.
- **Comité local :**

Il est mis en place un Comité Local d'Organisation à Ouélessébougou sous la supervision de l'antenne régionale de Koulikoro et du Comité de Pilotage National.

VII. Chronogramme de préparation et de réalisation du forum

La préparation et la tenue du Forum des Peuples seront déroulées sur 5 mois, de Septembre 2016 à Janvier 2017 (voir tableau ci-dessous).

Activités	Sept	Oct	Nov	Déc	Janv
Elaboration du projet					
Consultation et échanges avec les partenaires					
Mise en place et opérationnalisation des commissions de travail au niveau de Bamako et Ouélessébougou					
Lancement promotionnel du Forum, et élaboration des documents d'inscription					
Mobilisation locale à Ouelessebougou					
Réalisation du Forum					
Evaluation du Forum					
Production des rapports					
Capitalisation					